

étudient le japonais à plein temps. L'Australie, moitié moins peuplée que le Canada, en compte 15 000. Et les États-Unis 140 000. Nous avons du chemin à rattraper. Accroître la connaissance des langues asiatiques au Canada est un des objectifs de la stratégie Pacifique 2000 annoncée par le Premier ministre l'automne dernier. J'ai moi-même lancé à l'intention des gens d'affaires d'importants programmes de formation linguistique à l'université Simon Fraser et au Ontario Centre for International Business. Ces programmes mèneront à la création de centres régionaux pour la formation linguistique en Alberta et ailleurs. Mais notre effort ne doit pas se limiter à la seule question linguistique. Nous devons comprendre et respecter les cultures de l'Asie. Et nous devons le faire autant à l'étranger qu'ici.

En deuxième lieu, nous pouvons apprendre de l'Asie comment travailler ensemble à faire fructifier notre propre économie. Là-bas, les économies dynamiques ont mis en place des schémas de coopération novateurs et productifs entre les gouvernements et la communauté des affaires. Elles offrent de nouveaux modèles qui permettent de faire le pont entre la science et la technologie. Elles démontrent l'utilité des techniques de gestion et d'organisation non antagonistes. Il y a là-bas aussi un important consensus national qui ne peut qu'inspirer les gouvernements et les sociétés de l'Ouest.

Le gouvernement canadien joue un rôle toujours plus actif en Asie. Nous avons cinquante-huit délégués commerciaux expérimentés dans la région, et des centres du commerce international ont été implantés à Calgary, à Edmonton et dans d'autres centres canadiens. Les gens d'affaires de l'Alberta devraient voir dans ces représentants une extension de leurs bureaux de vente car ils sont en poste pour explorer les débouchés, identifier les décisionnaires, fournir des conseils et un soutien et réduire la paperasserie. S'ils ne le font pas, faites-le moi savoir et je corrigerai le problème. Je vous incite à utiliser les services que le Canada fournit pour ouvrir de nouveaux débouchés en Asie.

Ces services comprennent l'ACDI - l'Agence canadienne de développement international. NOVACORP juge que l'ACDI lui a facilité l'obtention de son contrat de 41 millions \$ avec la Malaisie. Willowglen a déniché son contrat avec Singapour dans le cadre d'une mission de l'ACDI.

Plusieurs pensent que l'ACDI est un organisme de charité créé pour aider les pays pauvres, et que l'un de ses principaux buts est de canaliser la compassion des Canadiens en aidant d'autres pays à s'aider eux-mêmes. Mais le mandat de l'ACDI comporte un autre aspect: c'est de trouver des débouchés pour les biens et services canadiens. Les pays pauvres ne peuvent nous acheter des choses. Les pays développés le peuvent, et sont souvent enclins à collaborer avec les nations qui les aident à se sortir de la pauvreté.